



## Le Sud-Ouest de Montréal

*profondément transformé  
par le développement  
économique communautaire*

PAR PIERRE RICHARD

En 20 ans, le Sud-Ouest de Montréal a profondément changé. Ses vieux quartiers populaires qui bordent le canal de Lachine (Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Griffintown, Ville-Émard, Côte-Saint-Paul), qui portaient le titre de « capitale de la pauvreté au Canada » dans les années 1980, vivent présentement un renouveau et une effervescence exceptionnels.

Berceau de l'industrie canadienne, le Sud-Ouest de Montréal a perdu, entre 1950 et 1990, 75 % de ses emplois manufacturiers alors que sa population chutait de 100 000 à 70 000 résidents. Rarement aura-t-on assisté à un déclin industriel et à un dépeuplement aussi rapides en milieu urbain. Tissu social tricoté serré, pépinière de multiples initiatives communautaires, identités fortes de chaque quartier, traditions de solidarité ouvrière, le Sud-Ouest était un terreau propice à l'émergence d'une première expérience en « développement économique communautaire » à Montréal.

En 1984, quelques organisatrices communautaires prenaient l'initiative d'attaquer de front le développement économique et le développement de l'emploi, non pas en réclamant une solution miracle venue d'en haut mais plutôt en misant sur l'organisation des forces du milieu et sur le développement d'alliances avec tous les secteurs : le PEP (Programme économique de Pointe-Saint-Charles) voyait le jour. À peu près en même temps, des initiatives semblables naissaient dans deux autres quartiers populaires de Montréal (Centre-Sud et Hochelaga-Maisonneuve). En 1989, le RESO prenait le relais du PEP et étendait le projet de relance et de revitalisation à tout le Sud-Ouest.

Vingt ans après l'initiative du PEP et 15 ans après la création du RESO, on ne parle plus de « relance » du Sud-Ouest (le RESO a même modifié son nom pour y retirer le mot « relance »; il se nomme désormais Regroupement économique et social du Sud-Ouest). On parle maintenant d'un renouveau profond et on vise un développement durable. Ce renouveau se manifeste de multiples façons : réouverture et remise en valeur du canal de Lachine; croissance de l'emploi plus rapide que la moyenne montréalaise; débordement du centre-ville et de la nouvelle économie vers le

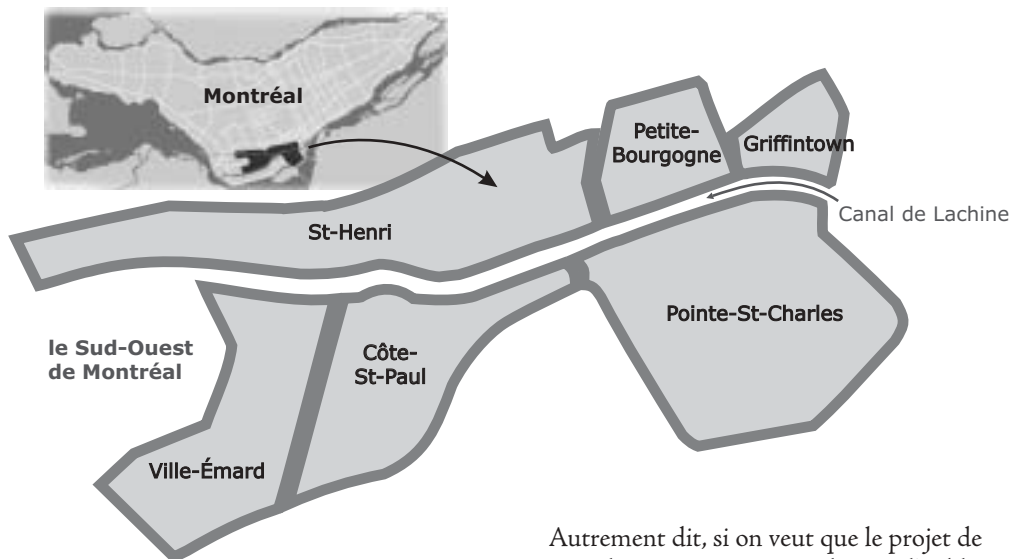
Sud-Ouest; création, implantation et expansion d'entreprises; multiplication des projets en économie sociale; essor du milieu culturel; projets immobiliers; revitalisation commerciale, etc.

Si la dynamique de déclin a été brisée, le renouveau actuel pose de nouveaux défis, au premier rang desquels figure celui d'un développement durable et harmonieux qui intègre la proportion encore importante de la population du Sud-Ouest qui vit dans la pauvreté et l'exclusion.

Comment expliquer le chemin parcouru? Quels sont les ingrédients ou les facteurs de réussite de cette expérience de développement économique par la communauté? Quelles sont aussi les limites de cette expérience? Comment faire face aux nouveaux défis?

Même si elle a sa dynamique et sa couleur propres, l'expérience du RESO participe à une approche qui a aussi été choisie par d'autres quartiers montréalais et d'autres communautés urbaines et rurales au Québec et au Canada; plus largement, elle s'inscrit dans une mouvance mondiale qui est celle des communautés locales qui décident de prendre en main leur développement et leur avenir.

Groupe de résidents du Sud-Ouest, inscrit en formation générale. Photo : RESO.



## D'abord une expérience de participation citoyenne

Le RESO n'est ni une création de l'État, ni un programme gouvernemental, ni une firme de consultants, ni un « bras livreur » de services ou de programmes... et cela, même s'il est financé presque entièrement par les pouvoirs publics et qu'il offre de multiples services aux entreprises, aux organismes et aux résidents du Sud-Ouest.

Il n'est pas inutile de rappeler que le RESO, comme les autres corporations de développement économique communautaire (CDÉC), est né et s'est développé par la volonté de la communauté du Sud-Ouest, tout particulièrement des forces vives de cette communauté : responsables communautaires et syndicaux, gens d'affaires, citoyens et élus qui partageaient un sentiment d'urgence face à la catastrophe que vivait le Sud-Ouest et une volonté de mettre l'épaule à la roue de la revitalisation.

En 1989, lorsque le Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi du Sud-Ouest de Montréal (CREESOM), qui réunissait des représentants de ces forces vives et des pouvoirs publics, a accouché d'un diagnostic et d'un programme ambitieux de mesures de relance, il a formulé une recommandation centrale : la mise en œuvre de la relance doit être confiée à une organisation représentative des différents secteurs de la communauté et redevable à la communauté.

Autrement dit, si on veut que le projet de revitalisation ne soit pas relégué à l'oubli, il faut que la réalisation de ce projet soit pilotée par une organisation appartenant à la communauté.

C'est ainsi qu'est né le RESO, organisation autonome, gérée par un conseil d'administration où se retrouvent des représentants des divers secteurs socio-économiques : quatre représentants du milieu des affaires (grandes entreprises, PME, commerçants et petites entreprises de service, institutions financières), quatre représentants des organismes communautaires (provenant chacun d'un quartier différent), deux représentants des organisations syndicales et deux membres associés reconnus pour leur influence dans la communauté et leur capacité à faire le lien entre les divers secteurs.

Au fil des ans, le conseil s'est élargi pour accueillir un représentant du milieu des institutions (santé, éducation, culture), un représentant des résidents qui participent aux activités du RESO (utilisateurs des services en employabilité) et un élu municipal pour représenter l'arrondissement. Ces administrateurs ne sont pas nommés d'autorité, ni cooptés; ils sont élus par leurs pairs avec un mandat de deux ans et leur sont redevables. Deux fois par année, de 200 à 250 personnes participent aux huit collèges sectoriels électoraux du RESO qui regroupent les entreprises, les syndicats, les organisations communautaires, les institutions et les résidents participants : ils prennent connaissance du travail du RESO, débattent des orientations, formulent des

recommandations au conseil d'administration et, chaque deux ans, élisent leurs représentants au conseil.

En plus de cette participation des partenaires socio-économiques, le RESO vise aussi une participation des citoyens et citoyennes qui vivent dans le Sud-Ouest. D'abord, les quelque 1 000 résidents qui participent chaque année à des démarches de formation, d'insertion, de recherche d'emploi offertes par les services en employabilité du RESO et par son Carrefour Jeunesse Emploi. Ces personnes sont plus que des usagers de services : elles sont invitées à prendre une part active au développement de leur milieu à travers des comités de participants.

Le principal défi de participation demeure celui de rejoindre et d'intéresser les citoyens qui n'utilisent pas les services du RESO; au printemps 2000, autour de la mise en valeur du canal de Lachine, des forums organisés par le RESO dans chaque quartier ont attiré plusieurs centaines de résidents. L'assemblée annuelle est aussi un moment fort de participation.

Le conseil d'administration du RESO souhaite multiplier et renforcer ces occasions et ces lieux de prise de parole et de participation. C'est la force du RESO, son enracinement, son oxygène. La démocratie, ce n'est jamais un acquis; c'est toujours en construction.

## La concertation : la clé pour avancer

Si la participation démocratique est le fondement de l'action du RESO, la concertation est son mode de travail privilégié. Le RESO n'est pas le seul à l'origine des progrès et des réussites du Sud-Ouest : ils sont tous tributaires de l'action concertée de multiples partenaires privés, publics, communautaires. Que ce soit le sauvetage d'entreprises

*Vingt ans après l'initiative du PEP et 15 ans après la création du RESO, on ne parle plus de « relance » du Sud-Ouest ... Si la dynamique de déclin a été brisée, le renouveau actuel pose de nouveaux défis.*



manufacturières importantes, l'implantation de l'École de technologie supérieure, la relance du théâtre Corona, la remise en valeur du canal de Lachine, la création d'entreprises d'insertion, l'essor du logement social et communautaire – tous ces bons coups et bien d'autres ont nécessité la conjugaison des efforts de divers acteurs qui ont eu l'intelligence de dépasser leurs intérêts immédiats et de mettre en commun leurs ressources.

Le RESO a été à l'origine de multiples initiatives de concertation : concertations diverses sur les enjeux d'aménagement du territoire (plan d'urbanisme, marché Atwater, zones industrielles); forum des partenaires pour élaborer une stratégie de l'emploi pour les jeunes du Sud-Ouest; création et animation d'une Table des acteurs culturels dont l'objectif est de faire du Sud-Ouest un pôle important de création et de diffusion culturelles; groupe de travail sur la problématique de l'habitation; mise sur pied de la Société de promotion de l'industrie ferroviaire; forum sur la réorganisation municipale.

Toutes ces initiatives ont en commun de réunir des acteurs d'horizons différents afin de s'entendre sur des stratégies communes menant à des actions concrètes. Dans le même sens, le RESO a initié et animé des démarches de « planification » afin d'orienter le développement du Sud-Ouest : plan de développement économique en 1998; plan de développement de la main-d'œuvre en 1999; plan de développement récréotouristique en 2001. L'originalité et la force de ces démarches reposent sur la participation de centaines d'acteurs socio-économiques (entreprises, organismes, syndicats, citoyens, élus). La majorité des recommandations de ces plans de développement ont été réalisées ou sont en voie de l'être, car elles s'appuient sur une vision partagée par les forces vives de la communauté.

## **La bataille de l'emploi : la rencontre de l'économique et du social**

L'un des principes de base du développement économique communautaire, c'est de penser et de réaliser le développement en liant ses dimensions économique et sociale. Facile à dire, mais il s'agit d'un défi perpétuel, car la société est organisée pour traiter séparément ces enjeux : structures et programmes gouvernementaux, associations professionnelles, etc. La bataille pour l'emploi, qui est à l'origine du RESO, illustre bien ce défi. Ce qui a réuni les acteurs de la communauté autour du projet de relance du Sud-Ouest est d'abord l'urgence de la situation de l'emploi : fermetures d'usines, perte de milliers d'emplois, chômage et pauvreté en croissance accélérée. Il fallait passer à l'action rapidement.

Les premières années du RESO ont été marquées par l'obsession de l'emploi afin de stopper l'hémorragie du Sud-Ouest : mobilisations pour sauver des entreprises; soutien au démarrage de petites entreprises; engagement des syndicats dans la prévention et la sauvegarde des emplois; promotion du territoire du Sud-Ouest pour y attirer des investisseurs; mise en place d'un système de dépistage et de suivi auprès de centaines de PME; soutien conseil aux entrepreneurs; maintien du zonage industriel; réseautage entre entreprises, programmes gouvernementaux spéciaux, etc. Dès le début, le RESO a offert des services diversifiés et professionnels aux entreprises du secteur pour leur permettre de traverser la tempête et de maintenir et de créer des emplois. Ces efforts, conjugués à ceux de nombreux partenaires, ont permis au Sud-Ouest de stabiliser sa base industrielle vers le

milieu des années 1990 et d'amorcer une remontée qui ira en s'accélégrant.

De l'emploi et du développement économique pour qui? Cette question s'est aussi posée dès le début. Avec un fort taux de chômage et une proportion importante de sa population vivant de la sécurité du revenu, avec un faible niveau de scolarisation, le Sud-Ouest devait aussi s'attaquer au défi du développement de sa main-d'œuvre, notamment de « l'employabilité » de sa population, parallèlement au développement des entreprises. C'est ainsi que le RESO a mis sur pied et gère des services en employabilité qui offrent du counselling individuel, des projets de formation, des stages en entreprise pour les personnes qui veulent intégrer le marché du travail.

Des entreprises d'insertion ont été créées, des formations professionnelles adaptées aux besoins des personnes en recherche d'emploi ont été offertes, une « école modèle » a été mise sur pied pour les adultes voulant compléter leurs études secondaires, une approche répondant aux besoins de la communauté noire anglophone a été initiée, un Carrefour Jeunesse Emploi s'est ajouté aux services du RESO, etc.

Chaque année, plus de 1 000 adultes, jeunes et moins jeunes, participent sur une base volontaire à ces projets et activités offerts par le RESO. Cela a permis à des milliers de résidents du Sud-Ouest de prendre confiance en eux, de reconnaître leurs compétences, d'en développer de nouvelles et, dans bien des cas, de s'insérer sur le marché de l'emploi.

La formation de la main-d'œuvre en emploi a aussi fait partie des préoccupations du RESO : c'est une condition essentielle à la survie et au développement des entreprises mais c'est

---

Cuisine-Atout, une entreprise d'insertion au Sud-Ouest Montréal. Photo : RESO.

aussi une protection pour la personne qui veut garder son emploi ou en trouver un autre si nécessaire. C'est ainsi que le RESO a initié, au début des années 1990, avec la participation d'une grande entreprise manufacturière, d'un syndicat et d'un organisme communautaire en alphabétisation, l'une des premières expériences en formation de base (lecture et écriture) en milieu de travail : cela a permis aux travailleurs peu scolarisés de faire face à des changements technologiques indispensables à la survie de leur entreprise. Depuis lors, ces expériences se sont multipliées et ont même donné naissance à une entreprise d'économie sociale spécialisée dans la formation de base en entreprise.

En 15 ans, le RESO a multiplié les innovations et les projets pour développer une culture de formation dans les entreprises du Sud-Ouest : ateliers de formation de formateurs en milieu de travail, définition de plans de formation, mise en place de Tremplins Formation-Productivité et tout récemment création de FormaPlus, une mutuelle composée de PME qui désirent regrouper leurs forces en matière de formation de leur main-d'œuvre.

Bien sûr, la bataille de l'emploi n'est jamais totalement gagnée. Après avoir stabilisé son emploi au milieu des années 1990, le Sud-Ouest a connu une forte croissance entre 1996 et 2000 : progression de l'emploi de 24 % dans le Sud-Ouest, comparativement à 9 % à Montréal. Dans le seul secteur manufacturier, pendant cette période, le Sud-Ouest a progressé de 11 % comparativement à 7 % à Montréal. Le RESO s'est doté de nouveaux outils (fonds d'investissement, fonds d'économie sociale) et a ouvert de nouveaux champs de développement de l'emploi (récréotourisme, imagerie numérique, culture), tout en veillant à la consolidation des secteurs traditionnels.

L'économie sociale connaît un essor remarquable dans le Sud-Ouest, en créant des centaines d'emplois et en offrant des services et des produits répondant aux besoins de la population, dans une foule de secteurs. Par leur

mode de gestion et par leur enracinement dans la communauté, les entreprises d'économie sociale contribuent à la démocratisation de la vie économique du Sud-Ouest.

Quant au défi de l'exclusion de nombreux citoyens de la vie économique, il est encore brûlant d'actualité : en dépit de tous les efforts consentis et des succès remportés, la pauvreté demeure une réalité quotidienne pour une proportion importante de la population du Sud-Ouest. Malgré une progression du taux d'activité, qui est passé de 54,6 % en 1996 à 59,8 % en 2001, le Sud-Ouest connaît encore des taux de chômage, de pauvreté et de sous-scolarisation plus élevés que la moyenne montréalaise. En 2001, la population sans emploi, apte au travail, était d'environ 7 000 personnes dans le Sud-Ouest. Plusieurs d'entre elles ont besoin de formation et d'accompagnement à long échéance et sont confrontées à des problèmes qui échappent aux mesures régulières des services publics d'emploi. Le développement économique est au rendez-vous mais le projet de le rendre accessible à tous est toujours pertinent.

## **Une approche globale et intégrée**

Si la question de l'emploi est au cœur de l'action et des services du RESO, elle ne peut pas et ne doit pas être traitée isolément. La revitalisation d'un territoire et d'une communauté nécessite une approche diversifiée, globale, intégrée qui s'intéresse à des enjeux multiples : développement des entreprises et de l'emploi, formation de la main-d'œuvre, aménagement du territoire et des infrastructures, qualité de vie, habitation, culture, services de proximité, éducation et intégration des jeunes, etc.

La remise en valeur du canal de Lachine et de ses berges illustre bien cette approche multidimensionnelle qui caractérise le développement économique communautaire. Au-delà des investissements publics de 100 millions de dollars dans les infrastructures (réfection des écluses,

rehaussement des ponts, excavation de bassins, aménagement de parcs et de rues), ce projet majeur soulevait de multiples enjeux, espoirs et aussi inquiétudes chez les citoyens. L'appropriation du projet par la population et son intégration au tissu social, économique et culturel du Sud-Ouest sont des conditions essentielles à sa réussite.

Pour ce faire, au printemps 2000, le RESO a mené une vaste opération de concertation : sept forums sectoriels pour les entreprises, organismes, institutions; quatre forums pour les citoyens des quartiers; un forum synthèse. Près de 1 000 personnes ont participé à ce vaste exercice mobilisateur qui a mené à l'élaboration d'une vision partagée du développement souhaité : un développement qui respecte l'identité des quartiers, qui met en valeur leur histoire et leur patrimoine, qui contribue à la qualité de vie, qui s'appuie sur le milieu culturel du Sud-Ouest et qui offre des emplois accessibles à la population locale.

Des propositions d'aménagement ont été avancées pour ouvrir les quartiers sur le canal et pour préserver le caractère public de ses berges. Un plan récréotouristique, élaboré en concertation avec les principaux partenaires, a formulé une approche de tourisme social, urbain et culturel respectueux de la population locale et offrant aux visiteurs une découverte du patrimoine industriel et des quartiers populaires. Des projets d'économie sociale ont émergé de cette approche : club de plein air urbain, croisière patrimoniale sur le canal, auberge internationale visant une clientèle touristique à revenu modeste. Pour promouvoir ce développement et pour faire du canal un lieu vivant (animation récréative et culturelle), le RESO a initié la création d'une Société de promotion du canal de Lachine, qui regroupe des partenaires privés, communautaires, institutionnels et culturels ainsi que les représentants des instances publiques concernées.

Un enjeu crucial fait l'objet de vifs débats dans le Sud-Ouest, celui de l'habitation. Avec sa revitalisation,

*Le Sud-Ouest compte aujourd'hui plus d'acteurs économiques conscients de leurs responsabilités sociales et plus d'acteurs sociaux conscients de leur rôle économique.*

accélérée par la mise en valeur du canal, le Sud-Ouest est un milieu de vie de plus en plus recherché. Au cours des dernières années, il y a eu un boom de construction de condos plus ou moins luxueux; une pression à la hausse commence à se faire sentir sur le prix des maisons et sur le coût des loyers. Le Sud-Ouest est dans une phase précoce ou initiale de « gentrification ».

Comment gérer cette situation? Comment accueillir et intégrer de nouveaux résidents tout en s'assurant que les populations plus démunies ne soient pas chassées de leur quartier?

Pour répondre à ces questions, le RESO a créé et animé un groupe de travail sur l'habitation, composé de représentants de groupes de défense des locataires et de promotion du logement social, du secteur privé (promoteur et architecte), de la recherche et de la municipalité. Ce groupe a proposé une stratégie visant une réelle mixité sociale dans le Sud-Ouest et permettant de développer des produits d'habitation pour diverses catégories de revenus et pour différentes clientèles (personnes âgées, familles avec enfants, etc.). Parmi les moyens proposés : renforcement du logement social et communautaire (déjà important dans le Sud-Ouest); zonage inclusif (inclusion d'une proportion significative de logements abordables dans tout projet résidentiel important); programme d'accession à la propriété pour des familles à revenu modeste ou moyen.

## **Partenariat, autonomie et innovation**

Fort de ses réussites, bien enraciné dans sa communauté, appuyé par de nombreux partenaires, le RESO est aussi confronté à des enjeux d'organisation. En voici quelques-uns :

Tout d'abord, la question du partenariat avec les pouvoirs publics. Depuis son origine, le RESO a pu compter sur l'appui financier des divers pouvoirs publics : gouvernement canadien, gouvernement québécois et ville de Montréal. L'enjeu de fond est toujours le même : partenariat ou sous-traitance?

Au fil des ans, cette relation a connu plusieurs phases et rebondissements. De façon générale, à cause de son enracinement, de son expertise et de sa structure démocratique, le RESO a pu s'imposer comme partenaire et refuser le rôle de simple exécutant de programmes. Ce débat est de nouveau à l'ordre du jour avec la récente réforme du gouvernement québécois qui transfère le développement local aux municipalités et veut l'assujettir aux élus locaux.

Le RESO travaille actuellement à bâtir une relation partenariale avec les élus et l'administration du nouvel arrondissement du Sud-Ouest né de la récente réforme municipale. Par ailleurs, une ouverture intéressante se manifeste du côté fédéral pour un partenariat renforcé avec les CDÉC.

Un deuxième enjeu, lié au premier, est celui de l'autonomie politique et financière. S'il y a un consensus fort chez les administrateurs et les partenaires du RESO, c'est de préserver et renforcer son autonomie de gouvernance et d'action. Bien entendu, le RESO doit rendre des comptes à ses bailleurs de fonds et doit livrer des résultats; mais il est d'abord redevable à sa communauté à travers sa structure démocratique.

L'une des forces du Sud-Ouest, c'est la décision des élus fédéraux, provinciaux, municipaux et scolaires de son territoire de se regrouper dans un Comité des élus, indépendamment de



## **Parcourir l'histoire ouvrière**

Les noms de Petite-Bourgogne, Saint-Henri et Pointe Saint-Charles évoquent les grandes luttes ouvrières du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle dans l'imaginaire collectif des Québécois, spécialement dans les milieux qui militent pour les droits sociaux. Ces lieux ont vu naître la conscience de classe dans les milieux populaires au Québec. En 1941, l'écrivaine Gabrielle Roy décrit ce monde où « un peuple de termites vit au cœur de la grande fournaise industrielle. Dès que son regard cherche à s'évader, il rencontre les cheminées d'usine ».

Aujourd'hui, après la disparition de ce qui fut pendant 150 ans le cœur industriel du Québec et du Canada, et après des décennies de dérive économique, ces quartiers du Sud-Ouest de Montréal se recyclent. La Cité du multimedia et des artistes s'y installent. On assiste à un relatif embourgeoisement de certaines zones de ces quartiers populaires, mais les habitants n'ont pas oublié leur passé. Quand le canal de Lachine a été réouvert à la navigation de plaisance en mai 2002, c'est à une entreprise d'économie sociale du milieu, Productions Absolu Saint-Laurent, qu'a échu la concession de Parcs Canada pour les croisières de plaisance sur la section allant du Vieux-Port à la quatrième écluse.

Absolu St-Laurent faisait face à la concurrence de quatre entreprises spécialisées depuis longtemps sur le marché. Parcs Canada a retenu sa soumission à cause de l'implication du milieu local dans l'entreprise. Le fonds du **Programme d'assistance technique au développement économique communautaire** (PATDEC), géré par l'Université Carleton et financé par la Fondation McConnell de Montréal, est venu en aide à l'entreprise en subventionnant son étude de marché conduite par les consultants du RESO.

Jean-Pierre Wilsey, un ancien organisateur communautaire dans le secteur du logement social, a créé et dirige l'entreprise employant une demi-douzaine de personnes. Il veut promouvoir la vocation touristique du Sud-Ouest de Montréal en mettant en valeur son patrimoine industriel et sa riche histoire sociale. ■

Le canal de Lachine, depuis 2002 réouvert aux bateaux de plaisance. Photo : RESO.

leurs allégeances politiques. Depuis 1987, ce Comité des élus se réunit régulièrement, appuie les projets de développement et maintient une relation dynamique de collaboration avec l'équipe du RESO dans le respect de son autonomie.

Par ailleurs, une limite importante à l'action du RESO est son incapacité à générer une proportion significative de revenus autonomes. Les quelques tentatives à cet égard n'ont pas donné les résultats souhaités et l'autofinancement est toujours un terrain à défricher.

Enfin, le troisième défi organisationnel est celui de l'institutionnalisation. Le RESO a dépassé la phase expérimentale; ce n'est plus un projet pilote. Avec la reconnaissance des pouvoirs publics, même si c'est toujours fragile, et aussi avec la reconnaissance des partenaires du milieu, le RESO, tout comme les autres CDÉC, s'est peu à peu institutionnalisé.

Cela présente certains avantages : pérennité de l'action, stabilité du

personnel, professionnalisation des interventions, etc. Mais cela pose un défi de taille : y a-t-il encore place pour l'innovation?

Heureusement, le fait d'être continuellement sur la brèche du développement tient en alerte; au cours des dernières années, le RESO a mis en route des projets novateurs en développement de la main-d'œuvre, en insertion sociale, en développement d'entreprises, en économie sociale. Il a continué à secouer les cadres normatifs paralysants. Le meilleur antidote contre la sclérose institutionnelle, c'est d'être branché sur la communauté et de faire place à la participation citoyenne.

## Conclusion

Le « développement économique communautaire » a marqué profondément l'évolution du Sud-Ouest au cours des vingt dernières années. Nous pouvons affirmer, sans risque de se tromper, que le Sud-Ouest

compte aujourd'hui plus d'acteurs économiques conscients de leurs responsabilités sociales et plus d'acteurs sociaux conscients de leur rôle économique. Le Sud-Ouest est sorti de la morosité et du défaitisme, a développé une culture de concertation et s'est affirmé comme une communauté capable de se rassembler et d'agir ensemble.

En pleine transformation, le Sud-Ouest est bien équipé pour faire face aux défis posés par la croissance : défi de l'intégration des diverses fonctions (industrie, récréotourisme, habitation, culture), défi de la mixité sociale, défi de l'inclusion des populations encore marginalisées, défi du développement d'une économie plurielle.



PIERRE RICHARD est directeur général du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO). Pour le joindre : prichard@resomtl.com. Pour de plus amples renseignements sur le RESO, consulter le site Web à [www.resomtl.com](http://www.resomtl.com) ou composer le 514-931-5737.



**Un outil virtuel de développement économique novateur, parfaitement adapté à vos objectifs de DÉC locaux.**

## Social Purchasing Portal

Portail d'approvisionnement social

- **Tirez profit de votre activité économique logistique actuelle** pour atteindre vos objectifs locaux de DÉC et d'emploi.
- **Faites la promotion et favorisez des programmes de commercialisation et d'approvisionnement ciblés.**
- **Établissez des relations et des partenariats efficaces avec le secteur privé.**
- **Fusionnez la responsabilité sociale des entreprises et le DÉC.**

Visitez [www.ftebusiness.org](http://www.ftebusiness.org)  
 Communiquez avec David ou Ale chez FTE (Fast Track to Employment) pour savoir comment cet outil peut être reproduit et utilisé dans votre collectivité ...

**604-687-7712 ou [info@ftebusiness.org](mailto:info@ftebusiness.org)**

## Rabais de 40 % offert aux lecteurs de Making Waves!

### From Mondragon to America

Experiments in Community Economic Development  
 Par Greg MacLeod, directeur du  
 Tompkins Institute, Cape Breton, N.-É.



Sur cette carte routière pour la nouvelle économie du savoir, M. MacLeod interprète des réussites dans le domaine du développement coopératif en fonction du modèle de Mondragon en Espagne, la grand-mère du développement économique communautaire.

Les idées du fondateur de Mondragon, Don José Maria, allient des éléments de plusieurs modèles économiques visant à mettre en œuvre un système administratif communautaire très facile à adapter aux besoins sociaux et aux circonstances en mutation. M. MacLeod dépeint la reproduction du modèle de Mondragon en totalité ou en partie dans un certain nombre d'emplacements, dont Valence et Mexico, ainsi que dans des entreprises communautaires au Canada et aux États-Unis.

Tout comme Adam Smith écrivit sa théorie du capitalisme, M. MacLeod offre une théorie du développement économique communautaire. Il expose au lecteur un nouveau monde de développement des coopératives permettant aux habitants d'une collectivité de revitaliser leur communauté, leur vie et leur futur.  
 UCCB Press ISBN : 0-920336-53-1 pb. 186 p  
 24,95 \$CA frais d'expédition en sus

**Pour commander, visitez  
 SeaCape Books à l'adresse [www.ced.ca/seacape](http://www.ced.ca/seacape)**

**[www.ced.ca](http://www.ced.ca) ~ Tompkins Institute**